

LES FONCTIONNAIRES DÉTERMINÉS À SE FAIRE ENTENDRE LE 10 OCTOBRE

publié le 09 octobre 2017 à 11h33 - Par Marie-Nadine Eltchaninoff

A l'appel des organisations syndicales de la fonction publique, dont l'Uffa-CFDT, les agents publics se mobilisent le 10 octobre sur notamment le pouvoir d'achat et le déroulement de carrière.



Les agents obtiendront-ils gain de cause sur la question du pouvoir d'achat ? Tel est l'objectif de la mobilisation du 10 octobre. Depuis les annonces sur le gel du point d'indice et le rétablissement du jour de carence, on ne peut pas dire que le gouvernement ait véritablement fait un pas en direction des organisations syndicales de la fonction publique. Et la réunion du groupe de travail sur la rémunération qui s'est tenue le 26 septembre n'y a rien changé. « On voit aujourd'hui que les propositions du gouvernement sur la compensation de la hausse de la CSG ne produiront aucune amélioration du pouvoir d'achat des agents publics. Nous sommes à la veille d'un rendez-vous salarial important [le 10 octobre], nous avons entendu l'inquiétude des agents, et c'est la raison pour laquelle nous avons décidé, avec l'ensemble des organisations syndicales du public, de nous mobiliser le 10 octobre », indique la secrétaire générale de la CFDT-Fonctions publiques, Mylène Jacquot. La mobilisation des agents se prépare dès à présent dans toutes les régions, selon des modalités décidées localement ; un préavis de grève a été déposé pour les trois versants de la fonction publique (État, hospitalière et territoriale).

[Les attentes de la CFDT-Fonctions publiques sont fortes.](#) Elle revendique « la pleine reconnaissance des missions des agents, une juste rémunération et l'augmentation de leur pouvoir d'achat, un déroulement de carrière valorisant les compétences ; le respect du calendrier Parcours professionnels, carrières et rémunérations, des espaces d'expression

sur le travail et son organisation, une participation significative de l'employeur à la complémentaire santé et prévoyance ».

Les agents doivent avoir leur mot à dire

Plus largement, c'est au respect du dialogue social et des agents publics que la CFDT-Fonctions publiques en appelle aujourd'hui. « Le gouvernement doit ouvrir des perspectives pour pouvoir dépasser ce début de quinquennat assez négatif, poursuit Mylène Jacquot. Au-delà d'une meilleure reconnaissance, qui passe par une augmentation du pouvoir d'achat, les employeurs publics doivent aussi écouter les agents. Le débat va s'ouvrir sur les moyens et les missions. Les agents doivent avoir leur mot à dire sur ces questions?; ils savent ce qui est nécessaire à un service public de qualité. »